Editorial

Perspectives humanitaires

Granjon Bernard

Ancien Président de Médecins du Monde.

Med Trop 2009 ; **68** : 561

Voici bientôt 40 ans que l'action humanitaire inspire d'innombrables discours, fait la une de nombreuses publications, s'est introduite dans bien des ministères et surtout a suscité l'efflorescence de toute une panoplie d'associations se réclamant de son label ! Sur tous les écrans on a pu voir ces médecins de l'impossible mettre courageusement leurs compétences au service des populations les plus éprouvées. Sur tous les médias, on a pu entendre clamer leur indignation face à la sauvagerie des bourreaux et la démission de la communauté internationale. Même si l'action humanitaire est vieille comme le monde, reconnaissons qu'elle n'a jamais été à ce point propulsée au devant de la scène. Pourtant, après cette période d'embellie et de consensus admiratif, un certain nombre de contradictions, parfois de scandales, sont venu ternir cette belle image et entamer la confiance dont on la créditait. Pire, sur le terrain, l'incompréhension, voire l'hostilité de certaines populations, l'insécurité des équipes et les difficultés d'accès aux victimes devenaient des obstacles fréquemment rencontrés dans des missions de plus en plus difficiles et périlleuses. S'agit-il là d'un simple phénomène de mode et de l'habituelle loi du balancier qui conduit à brûler ce que l'on avait adoré la veille ? Même si la banalisation de l'acte humanitaire, perçu autrefois comme héroïque et désintéressé, a favorisé ce désenchantement, même si les humanitaires d'aujourd'hui n'ont en rien démérités par rapport à leurs aînés, la remise en question de nos pratiques s'impose face à une situation qui a radicalement changé. D'où l'impérieuse nécessité de s'adapter, sans pour autant remettre en question une action que la rigueur des temps et l'égoïsme des états rendent plus que jamais indispensable.

Quelles stratégies nouvelles doivent-elles être proposées ou confirmées sur ce nouvel échiquier ?

Dans nos associations, une complète transparence financière, des dépenses privilégiant le terrain aux dépens de la structure, une indépendance affichée par rapport aux pouvoirs gouvernementaux, politiques, confessionnels ou industriels, un fonctionnement démocratique....

Dans les médias, une parole plus claire, plus responsable, mais aussi plus modeste, une meilleure information de nos actions.

Sur le terrain surtout, une efficacité plus grande, une meilleure coordination avec les autres acteurs, une réactivité augmentée, des résultats sinon meilleurs du moins mieux expliqués, accomplis en nous gardant d'un certain nombre de pièges :

• La substitution qui consiste à remplir durablement un rôle qui n'est pas le nôtre. Notre action, tout particulièrement dans un pays riche comme la France, ne doit pas se résumer à exercer notre métier de médecin. Elle doit aussi utiliser l'expertise ainsi acquise pour dénoncer la carence du système responsable. En aucun cas nous ne devons devenir, même pour la bonne cause, les outils de gouvernements, trop enclins à faire de nous des effecteurs à des tarifs défiants toute concurrence ! De plus nous devons, dans toute la mesure de nos moyens, dénoncer les injustices et les violations des droits de l'homme partout où nous les observons. Le monde a sans doute plus besoin de justice que d'aide...

• L'instrumentalisation qui constitue une dérive encore plus perverse. L'humanitaire ne doit pas être, comme on a pu le déplorer naguère en Bosnie, le manteau de Noé jeté sur la nudité d'une carence politique. En aucun cas nous ne devons être la bonne conscience d'états démissionnaires et tomber dans ce que l'on a pu appeler « le piège humanitaire » !

• La confusion : nous devons en effet nous démarquer sans ambiguïté de l'armée ou des gouvernants si nous voulons continuer à revendiquer notre indépendance d'ONG et préserver notre « sans frontiérisme ». Or les instances étatiques, on l'a vu encore récemment, font tout pour entamer cette indépendance et laisser croire que nous agissons sous leurs directives et forts de leurs financements.

• L'excessive sophistication de nos actions : gardons-nous de gérer l'action humanitaire comme nous le ferions d'une entreprise commerciale. Certes il nous faut des moyens, de l'organisation, mais à condition de ne pas en faire l'étalage impudique, de ne pas oublier la nécessaire proximité avec ceux qui souffrent et l'obligation de les respecter.

• La tentation de dominer : nos richesses, notre supériorité technique nous mettent le plus souvent en situation de supériorité, mais gardons-nous d'en abuser, de croire à notre science infuse ou de nous placer au-dessus des lois. D'avoir cédé à ces tentations a pu conduire aux dérives dont « l'Arche de Zoé » nous a récemment fourni le lamentable exemple. Au rapport vertical de l'aide, préférons l'échange horizontal du partenariat. Sachons écouter et partager les décisions avec ceux à qui elles sont destinées. Persuadons-nous que nous recevons autant que nous apportons, ce qui constitue la définition même de l'échange. Rappelons-nous la sage mise en garde de la philosophe Hannah Arendt selon laquelle toute idéologie est par essence dominatrice. Méfions-nous de nos certitudes et ressourçons en permanence nos convictions aux réalités du terrain pour mieux les remettre en question. Bannissons le mot « ingérence », par trop suffisant et dangereux, préférons-lui la «responsabilité de protéger » et l'application du droit international.

Persuadons-nous, en guise de conclusion, que « l'humanité est une lourde charge pour l'homme » (Hannah Arendt), au soulagement de laquelle chacun, à la place qui est la sienne, doit prendre modestement sa part. ■

• *Correspondance : bernard.granjon@free.fr*